UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ

PANORAMA DE PRESSE

09/10/2019 13h17

Revue de presse du 2 au 8 octobre 2019

Panorama réalisé avec press'edd

SOMMAIRE

L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ DANS LA PRESSE NATIONALE
(2 articles)

Les Echos
lundi 7 octobre 2019

BlooDe dépiste les problèmes de coagulation (389 mots)
Détecter les problèmes de coagulation d'un patient, avant une intervention chirurgicale, peut s'avérer vital pour éviter une hémorr... Page 5

Les Echos
mercredi 2 octobre 2019

Belfort et Montbéliard reconvertissent leurs friches urbaines
(532 mots)
Fortes d'un riche passé industriel, les agglomérations du Grand Belfort et du Pays de Montbéliard unissent leurs efforts pour conve... Page 6

L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ DANS LA PRESSE RÉGIONALE
(5 articles)

vendredi 4 octobre 2019 21:04

letrois.info Les assises de l'énergie pour réfléchir à l'industrie de demain (461 mots)
Alexis Sesmat, coordinateur des assises de l'énergie. | ©Le Trois – Thibault Quartier L'association Pour l'avenir industriel du territoire organise, le... Page 8

L'EST RÉPUBLICAIN
mercredi 2 octobre 2019

Avocatset universitaires, plus unis que jamais (164 mots)
Ce jeudi 26 septembre 2019, le Barreau de Besançon, le Centre de recherches juridiques de Franche-Comté (CRJFC) et l'UFR de... Page 10

L'EST RÉPUBLICAIN
mardi 8 octobre 2019

Les diplômés du master gestion des ressources humaines
(105 mots)
Les diplômés du master gestion des ressources humaines ... Page 11

mercredi 2 octobre 2019 08:55

letrois.info Accueil haut en couleur pour les étudiants du nord Franche-Comté (178 mots)
Une Color run avait été programmée au campus de Montbéliard. | ©DR Plus de 800 étudiants étaient inscrits aux différentes animations prévues par la jou... Page 12

mardi 8 octobre 2019 14:34

pleinair.net Besançon / Solidarité : Opération don du sang au campus de la Bouloie (262 mots)
L'opération se poursuit ce mardi jusqu'à 17h30 et demain, mercredi, de 11h30 à 17h30. Rendez-vous en bas de la maison des étudiants, avenue de l'Observato... Page 13

AUTOUR DE L'UNIVERSITÉ

(6 articles)

L'EST RÉPUBLICAIN
mardi 8 octobre 2019

La France demande au Chili l'extradition du suspect (475 mots)
C'est la dernière carte à abattre, pour espérer éluciderla macabre disparition de Narumi Kurosaki. Le parquet de Besançon v...
Page 16

Le Monde.fr
vendredi 4 octobre 2019

Une université franco-tunisienne tournée vers l'Afrique ouvre ses portes à Tunis (923 mots)
En finir avec la fuite des cerveaux africains et le chômage d'une jeunesse diplômée. C'est une des ambitions de la nouvelle faculté au nom...
Page 17

l'essentiel du Sup
vendredi 4 au jeudi 10 octobre 2019

Le bachelor pour tous (1219 mots)
On ne s'y attendait pas : après les Grande écoles c'est au tour des instituts universitaires de technologie de s'emparer du bachelo...
Page 20

LA CROIX
mercredi 2 octobre 2019

Etudier malgré son handicap (950 mots)
Le chemin est long, trop long sans doute aux yeux des nombreuses familles qui livrent bataille chaque jour pour permettre à...
Page 22

LE FIGARO.fr
mardi 1er octobre 2019 17:13

Le big bang des nouvelles technologies chez les étudiants en médecine (1301 mots)
Réseaux sociaux, jeux vidéo, simulations en 3D et autres applications de réalité virtuelle leur permettent d'apprendre dans les conditions du ré...
Page 24

Les Echos
jeudi 3 octobre 2019

Universités : Villani calme le jeu sur l'enseignement du climat (560 mots)
Cédric Villani tentait de calmer le jeu, mercredi, après les criti...
Page 27

L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ DANS LA PRESSE NATIONALE

Les Echos

N° 23048
lundi 7 octobre 2019
Page 28
389 mots - 2 min

BlooDe dépiste les problèmes de coagulation

Institut Femto-ST

Détecter les problèmes de coagulation d'un patient, avant une intervention chirurgicale, peut s'avérer vital pour éviter une hémorragie ou, à l'inverse, une thrombose. Depuis 2015, une équipe du département de micro-nanosciences et systèmes (MN2S) de l'institut Femto-ST, à Besançon (Doubs), emmenée par Wilfrid Boireau, directeur de recherche au CNRS, travaille à la mise au point d'un dispositif de contrôle des capacités hémostatiques plus fiable, plus rapide et moins cher que ceux qui équipent aujourd'hui les hôpitaux. Ce petit appareil, dans lequel on insère trois cartouches identiques jetables contenant trois échantillons du même sang - une redondance écartant toute ambiguïté -, mime au plus près la circulation sanguine et le travail des plaquettes grâce à un système de pompes qui fait circuler le sang dans des parois vasculaires artificielles lésées. Le temps qu'il faut aux plaquettes pour arrêter le saignement renseigne alors sur les capacités hémostatiques du sujet. Chez un patient ne présentant aucun trouble du système hémostatique, cinq minutes suffisent. « Au-delà de dix minutes, il y a un réel souci qu'il faudra prendre en compte , explique Thomas Lecompte, professeur à la faculté de médecine de l'Université et des hôpitaux de Genève et coporteur du projet, côté Suisse.

Industrialiser le produit

Car, en 2016, le démonstrateur de l'équipe de Besançon a convaincu ses voisins helvètes de s'associer au projet. Pour la première phase, il a bénéficié de 37.000 euros de la région Bourgogne-Franche-Comté, 5.000 euros de la plate-forme Clipp et 15.000 euros de la société NVH. Puis, pour passer en trois ans du démonstrateur au prototype, BlooDe a obtenu 240.000 euros de subventions européennes dans le cadre d'un programme Interreg sur un budget total de 445.300 euros. Sylvain Midrouet, l'ingénieur qui a testé l'appareil dans les hôpitaux, vient d'obtenir une bourse régionale de 100.000 euros pour faciliter l'industrialisation du dispositif. ■

par M. Cl. (à Besançon)

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Lancement : 2015
Porteur : Wilfrid Boireau
Equipe : 6 personnes
Secteur : dispositif médical

Parution : Quotidienne
Diffusion : 129 755 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2018-2019
Audience : 693 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés Les Echos 2019
112085EB96A0920460CD0DC07106A1743B38699E88F904A3F1FB647

Les Echos

N° 23045
mercredi 2 octobre 2019
Page 35
532 mots - 2 min

Belfort et Montbéliard reconvertissent leurs friches urbaines

Parmi les agglomérations les plus industrialisées de France, le Grand Belfort et Pays de Montbéliard veulent rénover à grande échelle leurs friches urbaines. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre d'un projet plus large qui vise à transformer leur territoire industriel.

Fortes d'un riche passé industriel, les agglomérations du Grand Belfort et du Pays de Montbéliard unissent leurs efforts pour convertir leur économie à l'industrie 4.0 et à celle de l'hydrogène. Intitulé « Transformation d'un territoire industriel », leur projet prévoit, entre autres, l'acculturation numérique des habitants dès l'école primaire mais aussi la reconversion de sites industriels inoccupés ainsi que la réhabilitation à grande échelle de friches en coeur de ville. De quoi redynamiser l'espace urbain et favoriser l'implantation de nouvelles entreprises sur un des territoires les plus industrialisés de France. Le projet Belfort-Montbéliard fait d'ailleurs partie des 24 lauréats de l'appel à projet Territoires d'innovation de grande ambition (Tiga) du programme d'investissements d'avenir (PIA) initié par l'Etat. L'enveloppe globale prévue à cet effet s'élève à 450 millions d'euros dont 150 millions en subvention et 300 millions en prises de participation.

Pour les deux agglomérations Belfort-Montbéliard, cet appel à projet représente un potentiel de près de 70 millions d'euros. « Au titre du PIA, la Banque des territoires va nous accorder 15,9 millions d'euros dont 4,8 millions d'euros en subvention et 11,1 millions d'euros au travers de prises de participation en fonds propres ou quasi fonds propres », se réjouit Charles Demouge, président de Pays de Montbéliard Agglomération, chef de file du consortium Nord Franche-Comté qui y voit la perspective de lever en cofinancement 53,1 millions d'euros à l'horizon 2028. Le consortium n'a d'ailleurs pas attendu de contractualiser avec la Banque des Territoires pour se mettre au travail. « Les premières actions vont démarrer début 2020 », indique Isabelle Giet, responsable administration et finances à la direction de l'enseignement, de la recherche et de la formation au sein de l'agglomération.

Partenariat avec l'université

Ces actions intéressent notamment la commune du Vieux-Charmont où va démarrer une expérimentation de phytomanagement sous la conduite du laboratoire de Chrono-environnement de l'Université de Franche-Comté. L'idée étant de dépolluer les sites grâce à des plantes capables de piéger ou d'extraire la pollution des sols. Le projet de réhabilitation de friches urbaines concerne aussi les anciens sites industriels situés le long des rives du Doubs, dans la partie Nord Franche-Comté. Une expérimentation va être menée à Valentigney. Son pilotage est confié à une filiale de Sedia, société d'économie mixte spécialisée dans des opérations d'aménagement pour l'urbanisme, l'habitat ou des parcs d'activité. Le programme prévoit d'intégrer des technologies vertes de dépollution et de reconvertir les bâtiments industriels dans le respect des valeurs architecturales du lieu. Il est aussi prévu d'exploiter les qualités du site pour développer les énergies renouvelables. De quoi renforcer l'attractivité du centre-ville et favoriser l'implantation d'entreprises susceptibles de diversifier le tissu industriel actuel. ■

par E. K.

Parution : Quotidienne
Diffusion : 129 755 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2018-2019
Audience : 693 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés Les Echos 2019
192AC5D29230F10610310B309C05815231F88E9658C40E4393290C6

L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ DANS LA PRESSE RÉGIONALE

letrois.info Les assises de l'énergie pour réfléchir à l'industrie de demain

Alexis Sesmat, coordinateur des assises de l'énergie. | ©Le Trois – Thibault Quartier

L'association Pour l'avenir industriel du territoire organise, les 18 et 19 octobre, les assises de l'énergie, afin de tracer les lignes d'une politique industrielle en France. L'évènement sera clôturé par une manifestation d'envergure, contre le plan social en cours à

General Electric.

L'industrie représente 10 % du produit intérieur brut de la France aujourd'hui. Contre près de 20 % au début des années 1980. Cela place l'Hexagone en queue de peloton des pays européens, à côté de la Grèce, de Chypre ou encore du Luxembourg.

Les 18 et 19 octobre, l'association Pour l'avenir industriel du territoire organise donc les assises de l'énergie.

Pour comprendre cette tendance.

« C'est un événement ambitieux, acquiesce Alexis Sesmat, le coordinateur de l'événement. Nous avons envie de montrer qu'à Belfort, on ne se laisse pas faire. »

L'évènement est gratuit, pour être ouvert à tous. « Le fruit des réflexions s'adresse à nos dirigeants politiques et économiques », explique Alexis Sesmat. Cet événement est construit autour de trois axes : la transition énergétique dans un contexte d'urgence environnementale, pour construire un mix énergétique ; la politique industrielle, dans un contexte de guerre économique ; et les atouts du nord Franche-Comté dans ce contexte, en se demandant comment les valoriser. Une demi-journée est consacrée à chaque axe, organisé autour d'une conférence, puis d'une table ronde. Le premier thème vise à repérer notamment comment on insère la technologie actuelle (turbines à gaz et turbines vapeur) et à faire l'état des lieux des besoins. Seront accueillis des universitaires, des industriels, dont l'ingénieur Jean-Marc Jancovici. Le second thème vise à prendre conscience de la réalité de la guerre économique, dont le rachat d'Alstom est le témoin.

« Comment s'arme-t-on pour assurer une politique industrielle qui assure un ancrage dans nos territoires », résume Alexis Sesmat.

Des invités de renom
Le capitaine d'industrie Loïk Le Floch-Prigent (Rhône-Poulenc, Elf, Gaz de France, SNCF) sera présent, ainsi que le journaliste Jean-Michel Quatrepoint, auteur d'Alstom, scandale d'État. On attend également la venue de l'ancien ministre Arnaud Montebourg (en attente de confirmation), du député Olivier Marleix, qui a présidé la commission d'enquête parlementaire les décisions

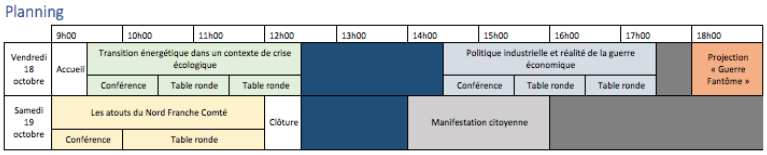
de l'État en matière de politique industrielle. L'industriel local Emmanuel Vieillard (Lisi) est attendu, ainsi que le chercheur Daniel Hissel, responsable du FC Lab, à Belfort, qui travaille sur l'hydrogène-énergie. L'association a pour ambition, ensuite, de rédiger des orientations qui pourraient constituer la base d'un livre blanc.

Le samedi après-midi, une grande manifestation, sur le modèle de celle du 22 juin, est programmée. Le soir, la projection du documentaire

La guerre fantôme est envisagée.

La manifestation partira de la maison du peuple à 14 h, le samedi.

https://letrois.info/wp-content/uploads/2019/10/JFLA0485.jpg



https://letrois.info/wp-content/uploads/2019/10/Capture-d%E2%80%99e%CC%81cran-2019-10-04-a%CC%80-20.27.12.png

L'EST RÉPUBLICAIN

mercredi 2 octobre 2019
Édition(s) : Doubs - Haut Doubs
Page 34
164 mots - 1 min

BESANÇON

Avocatset universitaires, plus unis que jamais

Ce jeudi 26 septembre 2019, le Barreau de Besançon, le Centre de recherches juridiques de Franche-Comté (CRJFC) et l'UFR de sciences juridiques, économiques, politiques et de gestion (UFR SJEPG) ont signé une convention de partenariat portant sur la formation et la recherche. M^mes^le Bâtonnier Huot (pour le Barreau), Lapérou-Scheneider (pour le CRJFC), et Tirvaudey (pour l'UFR SJEPG) souhaitent, par cette convention, « développer un cadre de dialogue, de réflexion et d'échange privilégié autour de thématiques juridiques, dynamiser la formation et l'insertion professionnelle des étudiants en droit de l'Université de Franche-Comté ». L'occasion de rappeler « avec force, les liens étroits qui unissent les praticiens et les universitaires, tant au sein des équipes pédagogiques des formations en droit délivrées à Besançon, où il arrive que les avocats interviennent, que dans la recherche juridique où la pratique et la doctrine s'enrichissent mutuellement. » ■

Partenariat signé entre l'UFR SJEPG, le CRJFC et le Barreau de Besançon.Photo ER/D. R. Photo : L'Est Républicain

Parution : Quotidienne
Diffusion : 112 729 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2018-2019
Audience : 507 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés Est Républicain 2019
3A21052693C0F10BB02D0480FC0A61D537981B9878A80D793653931

L'EST RÉPUBLICAIN

mardi 8 octobre 2019
Édition(s) : Belfort
Page 33
105 mots - < 1 min

BELFORT

Les diplômés du master gestion des ressources humaines

Les diplômés du master gestion des ressources humaines

Les étudiants ont conclu la remise de diplôme avec le traditionnel lancer du chapeau de diplômé.Photo ER/DR Photo : L'Est Républicain

Dix-huit étudiants de Master 2 en gestion des ressources humaines de l'université de Franche-Comté, sciences, techniques et gestion de l'industrie (UFR STGI) ont reçu leurs diplômes à la salle des fêtes de Belfort. En présence de 130 invités, amis et famille réunis, ils ont pu célébrer la fin de leurs cinq années d'étude. Depuis sa création en 2001, ce master comptabilise à lui seul, plus de 350 diplômés. ■

Parution : Quotidienne
Diffusion : 112 729 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2018-2019
Audience : 507 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés Est Républicain 2019
5422F5789900FF03506C0C50F605019F3CC8AB9268E60A64783D82A

letrois.info Accueil haut en couleur pour les étudiants du nord Franche-Comté

Une Color run avait été programmée au campus de Montbéliard. | ©DR

Plus de 800 étudiants étaient inscrits aux différentes animations prévues par la journée Bienvenue aux étudiants, organisée le jeudi 26 septembre (concerts, courses). Une manifestation qui réunissait les étudiants des campus de Montbéliard et Belfort, au campus des Portes-du-Jura, à Montbéliard.

« Cette manifestation festive et citoyenne [proposait] aux étudiants de découvrir les campus, les associations étudiantes et les partenaires vie étudiante (structures culturelles, sportives…) », indique l'université de Franche-Comté. Pendant un an, près de 50 étudiants se sont investis pour organiser cet événement. « Les partenaires présents ont été convaincus de l'importance de cette action qui peut notamment exister grâce au lien construit sur la durée entre collectivités locales et établissements d'enseignement supérieur pour fêter la présence d'étudiants sur ce territoire », insiste l'université. « Tous les services étaient mobilisés pour répondre aux questions des étudiants et faciliter leur adaptation à leur nouvelle vie d'étudiant », a notamment rappelé Damien Charlet, vice-président numérique et campus.

https://letrois.info/wp-content/uploads/2019/10/DSC_2710.jpg

par Thibault Quartier

pleinair.net Besançon / Solidarité : Opération don du sang au campus de la Bouloie

L'opération se poursuit ce mardi jusqu'à 17h30 et demain, mercredi, de 11h30 à 17h30. Rendez-vous en bas de la maison des étudiants, avenue de l'Observatoire.

Pour la 1 ère fois à Besançon, le Lions Club et l'Etablissement Français du Sang ont décidé d'organiser une grande opération de collecte du sang sur le campus de la Bouloie. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une vaste mobilisation nationale. Besançon est la 25è ville étudiante française à y adhérer.

Ce mardi, de nombreux étudiants ont répondu à l'invitation. D'autres pourront encore se mobiliser ce mercredi. Pour les organisateurs, l'objectif est de recruter de nouveaux donneurs et les sensibiliser au don du sang. Les jeunes ont conscience de l'importance de cet appel. C'est la raison pour laquelle, malgré les craintes qu'ils peuvent avoir, beaucoup d'entre eux ont fait le déplacement.

Certains ont déjà donné leur sang. D'autres le font pour la première fois. « Le jour où j'en aurai besoin, je serai contente de savoir qu'il y a des gens qui donnent » explique cette jeune fille. « On donne son sang pour aider d'autres personnes. On les aide comme on peut » ajoute cet étudiant. « C'est important. Il faut prendre le temps de le faire » complète Mathieu. « Je le fais pour combattre mes peurs et en plus cela permet de sauver des vies » ajouté Aymeric.

L'opération se poursuit ce mardi jusqu'à 17h30 et demain, mercredi, de 11h30 à 17h30. Rendez-vous en bas de la maison des étudiants, avenue de l'Observatoire.

https://pleinair.net/components/com_flexicontent/librairies/phpthumb/php-Thumb.php?src=/images/actu/don-de-sang-etu-diant.jpg&w=400&h=300&far=1&bg=FFFFFF

AUTOUR DE L'UNIVERSITÉ

L'EST RÉPUBLICAIN

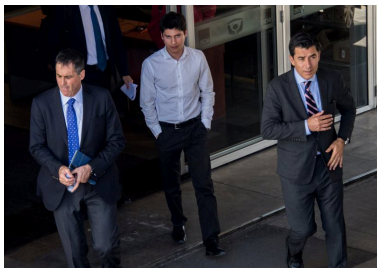
mardi 8 octobre 2019
Édition(s) : Belfort, Doubs - Haut Doubs, Montbéliard, Vesoul
Page 6
475 mots - 2 min

BESANÇONAFFAIRE NARUMI KUROSAKI

La France demande au Chili l'extradition du suspect

Trois ans après l'assassinat présumé de Narumi sur le campus, le parquet de Besançon a enfin formalisé sa demande d'extradition. Le Chili livrera-t-il Nicolas Zepeda-Contreras, unique suspect, à la justice française ? Sans le corps de l'étudiante japonaise, introuvable, les chances d'aboutir restent minces.

C'est la dernière carte à abattre, pour espérer éluciderla macabre disparition de Narumi Kurosaki. Le parquet de Besançon va adresser en ce début de semaine une demande d'extradition au Chili. L'homme visé : Nicolas Zepeda-Contreras, unique suspect de l'assassinat présumé de l'étudiante japonaise, dont le corps reste introuvable depuis bientôt trois ans.



17 avril 2019 : interrogé au palais de justice de Santiago du Chili en présence de policiers et magistrats bisontins, Nicolas Zepeda-Contreras, encadré par ses deux avocats, avait opté pour la stratégie du silence.PhotoAFP Photo : AFP

Déjà concerné par un mandat d'arrêt international, ce fils de bonne famille se terre dans son pays depuis le déclenchement de l'affaire, à l'abri des frontières. Les autorités sud-américaines livreront-elles leur ressortissant ? C'est à la Cour Suprême du Chili de trancher. Le délai de réponse maximal est de trois mois.

Quarante pages traduites en espagnol

Cette manœuvre prévue de longue date fait suite àl'interrogatoire de Zepeda mené en avril dernierà Santiago, la capitale chilienne. Deux enquêteurs de la PJ bisontine, une juge d'instruction et le procureur de la République en personne, Étienne Manteaux, avaient traversé l'océan pour assister à ce huis clos sous tension. Encadré par ses deux avocats,le suspect avait opposé un silence obstinéaux 95 questions qui lui avaient été minutieusement posées.

La demande d'extradition reprend point par point l'ensemble des indices retenus contre Nicolas Zepeda-Contreras. Traduit en espagnol, le document est épais : une quarantaine de pages environ. Le résultat des investigations complémentaires conduites au Chili, il y a six mois, notamment sur le matériel informatique du jeune homme, a été ajouté au dossier. L'instruction est désormais close. Le procureur a convié l'ensemble des médias - français et japonais - ce jeudi à Besançon, pour détailler les tenants et aboutissants de sa démarche.

Une conjoncture défavorable

Pour Zepeda, le tableau est plutôt accablant. Sa présence dans la chambre de campus de Narumi,lors de la « dernière nuit » de la victime, ne fait aucun doute. Le Chilien a également menti sur de nombreux aspects de son séjour franc-comtois. Sa ligne de défense apparaît fragile. Les chances que le Chili accepte son extradition restent néanmoins minces : l'absence de corps de Narumi, couplée à de récentes tensions diplomatiques à proposdu cas Salamanca, un ex-activiste chilien dont la France a refusé l'extradition, ne plaident pas en faveur d'une issue positive. Mais qui ne tente rien…

Du côté du palais de justice de Besançon, on espère secrètement qu'une forte mobilisation de l'opinion publique chilienne,via les médias locaux, puisse déjouer les pronostics. Les proches de Narumi, ravagés par la situation, espèrent également un dénouement positif. Eux n'ont qu'une préoccupation, une obsession : retrouver leur chère disparue, afin de s'ouvrir les portes d'un deuil jusqu'alors impossible. ■

par Willy Graff

Parution : Quotidienne
Diffusion : 112 729 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2018-2019
Audience : 507 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés Est Républicain 2019
592CC5319A40C509D0360F70EB0621093288E194F8E30FE80210D25

Le Monde.fr

vendredi 4 octobre 2019
923 mots - 4 min

INAUGURÉE VENDREDI, L'UFTAM PROPOSE DÈS CETTE RENTRÉE DES MASTERS, DES LICENCES ET DES CERTIFICATS BINATIONAUX.

Une université franco-tunisienne tournée vers l'Afrique ouvre ses portes à Tunis

par Sandrine Berthaud-Clair

En finir avec la fuite des cerveaux africains et le chômage d'une jeunesse diplômée. C'est une des ambitions de la nouvelle faculté au nom résolument géopolitique : l'Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée (Uftam). Inaugurée à Tunis vendredi 4 octobre, en présence de la ministrede l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation française, Frédérique Vidal, et de son homologue tunisien, Slim Khalbous, l'Uftam fera sa rentrée le 4 novembre. A l'heure où les portes s'ouvrent le recrutement de ses premiers étudiants francophones, issus aussi bien du Maghreb, d'Afrique subsaharienne que des rives nord de la Méditerranée est en cours de finalisation.

C'est pour proposer une formation plus en adéquation avec les problématiques de développement du continent que l'Uftam a élaboré trois premiers masters : « Expertise économique des politiques et projets de développement », « gestion de l'environnement et métiers de l'eau » et « sciences des données et nouveaux métiers du numérique ». Viennent s'ajouter deux certificats diplômants en ingénierie de projets euro-méditerranéens et en management, avec une attention particulière portée aux « compétences douces » (soft skills), destinées à développer, notamment, l'intelligence collective en entreprise.

« Diplôme "agrafé" »

L'attractivité de ce pôle d'enseignement supérieur tient beaucoup aux diplômes binationaux qu'il va délivrer. Les universités de Carthage, de Tunis, d'El-Manar, d'Aix-Marseille, de Nice-Côte d'Azur, Panthéon-Sorbonne, les écoles nationales d'ingénieurs de Tunis (ENI et Ensit), l'Ecole normale supérieure de Paris-Saclay, Sup de Com Tunis, l'Institut préparatoire aux études scientifiques et techniques (Ipest) de Tunis et l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (Ensta) de Paris ont réuni leurs compétences pour donner naissance à l'Uftam. Avant d'envoyer leurs enseignants-chercheurs assurer les cours. Ils sont plus de 70 à avoir été associés au projet.

« A la sortie, les étudiants repartiront avec ce qu'on appelle dans le jargon un diplôme "agrafé", explique la Franco-Tunisienne Samira Karrach, directrice de l'Uftam et des projets transversaux à l'université Côte d'Azur. A savoir un diplôme français, un tunisien et un franco-tunisien labellisé Uftam. » Slim Khalbous, le ministre de l'enseignement supérieur tunisien voit là « un gage de qualité important pour des étudiants du continent qui envisagent souvent d'aller en France pour faire ou poursuivre des études ».

L'idée de créer cette université binationale est partie du constat, en 2016, que « la coopération au niveau de la recherche entre nos deux pays était déjà très riche, analyse Olivier Poivre d'Arvor, ambassadeur de France à Tunis. Mais qu'au niveau licence et maîtrise, on pouvait faire mieux »… Et voir plus loin, pour répondre aux gigantesques besoins de formation sur le continent.

« Dialogue entre recruteurs et formateurs »

Si depuis 1970 le nombre d'étudiants a été multiplié par vingt, au regard de la dynamique démographique, plus de 300 millions de jeunes Africains sont attendus sur le marché du travail à l'horizon 2 050. Les universités africaines doivent donc se réformer sans tarder, innover et proposer une offre qui réponde aux besoins réels du continent pour faire mentir les statistiques de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui rappellent que les diplômés africains sont deux à trois fois plus exposés au chômage que les jeunes qui ne sont pas allés au lycée.

L'Uftam a d'ores et déjà dégagé comme axes prioritaires la gestion d'entreprise (avec un renforcement des compétences juridiques et de management), et les nouvelles technologies (avec l'énorme chantier de l'intelligence artificielle), et veut créer des synergies avec les entreprises tunisiennes et continentales. « Il faut que cesse l'absence de dialogue entre formateurs et recruteurs », argumente Slim Khalbous, afin d'accélérer "l'employabilité" immédiate des jeunes Africains diplômés. Pour ce faire, il faut aller vers plus de pluridisciplinarité et décloisonner les formations. »

Les professionnels seront à terme invités à intervenir directement auprès des étudiants aux côtés des enseignants et associés à l'université pour élaborer les contenus de formation. Courant 2020 et à la rentrée suivante, plusieurs masters et licences ouvriront. Enfin, avec des cursus en formation continue et à distance, l'Uftam veut aussi conquérir les salariés africains francophones qui souhaitent se perfectionner dans un domaine et les personnes en reprise d'études. En 2020-2021, 600 à 700 étudiants devraient être là, pour atteindre une vitesse de croisière à 6 000 étudiants les années suivantes.

Enjeu continental

L'enjeu d'une université francophone implantée en Tunisie, tournée la Méditerranée aussi bien que vers l'Afrique, est aussi continental. Ces dix dernières années, le Maroc a ainsi musclé son offre en parvenant à attirer de grandes écoles françaises, telles Centrale, l'EM Lyon, l'Essec ou l'université Paris-Dauphine, qui se sont implantées à Rabat et à Casablanca. Le Sénégal a pour sa part déjà inauguré son campus franco-sénégalais de Diamniadio en juin pour lancer sa première rentrée universitaire en proposant 18 cursus allant de bac + 3 à bac + 5 en partenariat avec des établissements français. Parmi les nombreux autres partenariats franco-africains d'envergure, l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INPHB) de Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, fleuron de la formation d'ingénieurs relancé à grands frais dès 2012, doit entrer dans une seconde phase de réhabilitation en 2020 avec l'ambition d'attirer un quart d'étudiants non ivoiriens.

Forte de ces exemples, la Tunisie veut aussi devenir une plate-forme régionale francophone. Or le pays, qui attire déjà 35 nationalités africaines, aurait vu son quota d'étudiants subsahariens fondre ces dernières années de 12 000 en 2010 à 4 500 en 2018, selon des associations d'étudiants subsahariens à cause des actes de racisme et des tracasseries administratives.

La très forte augmentation des frais d'inscription dans les universités françaises pour les étudiants extra-européens – entre 10 et 16 fois plus élevés –

a mis un sérieux frein aux projets de nombreux jeunes Africains. Ils seraient entre 18 % et 50 % à avoir renoncé à venir faire leurs études de l'autre côté de la Méditerranée. Une chance pour l'Uftam et les universités francophones du continent avec leurs nouvelles offres de formation « qualité France ».

Tous droits réservés Copyright(c) Le Monde
1b2835c49020770690d206c0900141023548529538 0f0f5a5c758cc

l'essentiel du Sup

N° 296
vendredi 4 au jeudi 10 octobre 2019
Pages 1-2
1219 mots - 5 min

Le bachelor pour tous

On ne s'y attendait pas : après les Grande écoles c'est au tour des instituts universitaires de technologie de s'emparer du bachelor pour en faire le « bachelor universitaire de technologie » (le « BUT » ?) en s'appuyant sur la création prochaine d'un « grade de licence ». Diplôme à forte dimension internationale et à finalité professionnelle dès le bac tout en restant relativement généraliste, étape possible à bac+3 (ou bac+4) tout en permettant une poursuite d'études, le bachelor a su synthétiser les attentes des jeunes et de leurs familles.

Du DUT au BUT. Finalement le diplôme universitaire de technologie (DUT) ne va pas passer à trois ans – trop de branches professionnelles souhaitaient conserver un DUT en deux ans – mais cela ne va pas empêcher les IUT de construire une offre en 3 ans avec la création du « bachelor universitaire de technologie ». Comme le DEUG le DUT subsistera donc mais en tant que diplôme intermédiaire du BUT qui sera le diplôme – réservé aux seuls IUT - dans lequel s'inscriront les candidats. C'est la conclusion d'une longue discussion ponctuée par la remise successive en 2019 des rapports Germinet / Dalle et Biot / Lévy (jamais publié). Le premier portait sur le passage du DUT à trois ans et le second sur le bachelor et sa meilleure reconnaissance mais aussi sur le maintien du DUT à deux ans.

Dans le détail les BUT reprendront les 24 spécialités de DUT « qui tiennent lieu de mention, et s'appuient sur des programmes nationaux (avec 2/3 cadrage national et 1/3 adaptation locale). Sélectifs ils n'en doivent pas moins accueillir au moins 50 % de bacheliers technologiques et assurer la réussite d'au moins 70 % d'entre eux.

A qui sera attribué le grade de licence? Pour que les universités s'emparent du bachelor encore fallait-il qu'il soit reconnu comme une licence. D'où la création d'un « grade de licence » dont les contours restent flous. Rappelons la position de la Conférence des présidents d'université à ce propos : « La CPU s'était inquiétée du développement anarchique des bachelors et à ce titre, soutient aujourd'hui l'exigence de qualité et les conditions posées pour l'attribution du grade de licence à savoir : – un adossement à la recherche reposant sur la présence significative d'enseignants chercheurs dans des équipes permanentes ; – une politique sociale mise en œuvre ; – une inscription dans la politique de site ».

Rien d'illogique dans la première demande pour un diplôme qui est censé permettre de poursuivre ses études dans l'enseignement supérieur. Mais une relative incohérence néanmoins avec la volonté historique affichée de créer des diplômes menant directement à l'emploi. L'IMT (Institut Mines Télécom) a par exemple créé voici deux ans, en partenariat avec l'Institut Régional Universitaire Polytechniques (IRUP) de Saint-Étienne, un bachelor de technologie en trois ans, en alternance dont l'objectif est de viser très majoritairement à un débouché des diplômés sur le marché de l'emploi. *« Nous ne produisons pas assez de diplômés prêts à l'emploi à un niveau intermédiaire de licence ou bachelor. Aujourd'hui, selon la filière, ce sont entre la moitié et 80% des diplômés à ce niveau qui poursuivent leurs études alors que, par exemple, beaucoup d'ETI et de PME souffrent d'un déficit avéré de cadres intermédiaires polyvalents »,* expliquait Philippe Jamet il y a quelques mois quand il dirigeait encore l'IMT.

Olivier Rollot (@ORollot)Rédacteur en chef

Pour autant la Conférence des grandes écoles considérait – c'était avant la création du BUT - que l'adossement à la recherche et la promotion de l'ouverture sociale au sein des bachelors sont « justifiés mais méritent d'être définis de manière plus précise ». Oui mais les DUT sont-ils vraiment adossés à la recherche aujourd'hui ? Pas vraiment. Et encore moins et par définition les licences professionnelles. Qu'en sera-t-il du BUT dont on voit mal comment ils pourraient ne pas postuler au grade

de licence ?

Par ailleurs la CGE s'interrogeait sur l'« intégration à une politique de site » en arguant qu'il faut « prendre en considération les modalités de collaborations très diverses qui peuvent exister entre les universités et les Grandes écoles dans les territoires » et ne pas « refuser le grade de licence à un bachelor qui fournit toutes les garanties de qualité, au motif que son établissement ne ferait pas partie d'un regroupement régional ».

Enfin le MESRI doit encore clarifier les critères et les procédures d'obtention du grade. Du côté des écoles de management sera-t-il géré par la Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG) ou le HCERES (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) ? Ou les deux concomitamment. Même question du côté des ingénieurs pour lesquels la Commission des titres d'ingénieurs ne gère que le titre d'ingénieur aujourd'hui.

A quoi va servir le « grade licence ». Bien sûr il sera plus rassurant pour les Grandes écoles de pouvoir garantir à leurs étudiants que leur bachelor leur ouvrira bien toutes les portes. Evidemment le « grade licence » sera synonyme de garantie de leur qualité. Mais c'est surtout à l'international qu'il sera un grand atout. Aujourd'hui il est par exemple impossible pour un étudiant chinois d'obtenir un financement de son gouvernement pour venir étudier dans un établissement dont le diplôme n'est pas reconnu par l'Etat. Avec le grade licence les portes s'ouvriront grandes. Du moins pour les bachelors en trois ans. ***« Demain, je pense que nous verrons peut-être des écoles concentrées d'un côté sur leurs bachelors, avec une quatrième année à l'international sanctionnée par un « Bachelor with Honors », et deux voies parallèles en 3 ans : l'une conduisant à l'emploi, l'autre au master Grande Ecole ou à des masters 1 et 2 ouverts sur toutes sortes de spécialités »,*** analyse François Bonvalet tout juste parti de la direction de TBS. ■

par Olivier Rollot (@ORollot)

Tous droits réservés 2019 L'Essentiel du Sup - newsletter
5020d5d19ed0c403f01c0820cc0b51fb3eb82198d89709a2dab7685

LA CROIX

N° 41522
mercredi 2 octobre 2019
Édition(s) : Edition Principale
Page 13
950 mots - 4 min

Etudier malgré son handicap

Le nombre d'étudiants en situation de handicap a quintuplé en quinze ans. L'enseignement supérieur s'ouvre aux déficiences motrices ou sensorielles, troubles du langage, voire à certaines formes d'autisme.

Le chemin est long, trop long sans doute aux yeux des nombreuses familles qui livrent bataille chaque jour pour permettre à leur progéniture d'apprendre le plus normalement possible. Il n'empêche, la scolarisation des élèves en situation de handicap progresse. Le nombre d'enfants et d'adolescents accueillis en milieu ordinaire a doublé depuis 2006. Et si les efforts se sont beaucoup concentrés sur le primaire, ils commencent aussi à porter leurs fruits à l'autre bout du système éducatif, dans le supérieur.

« En 2011, nous accompagnions une dizaine d'étudiants en situation de handicap. L'an dernier, ils étaient 112 sur les 3 000 jeunes accueillis dans nos trois campus de Beauvais, Rouen et Rennes », se réjouit Xavier Quernin, chargé de mission handicap à UniLaSalle, grande école lasallienne. *« On trouve, par exemple, pas mal d'étudiants dyslexiques dans notre filière géologie et sciences de la Terre, car le constant aller et retour entre théorie et pratique au cœur de cette formation correspond bien à leur mode d'apprentissage »,* constate-t-il.

S'ouvrir à un nombre croissant d'étudiants handicapés suppose aussi de réels efforts sur l'accessibilité. Celle des locaux et logements étudiants proposés par l'école mais aussi celle des enseignements. *« Des interprètes en langue des signes accompagnent par exemple deux étudiantes atteintes de surdité. Et nous sommes sur le point de lancer pour un troisième étudiant sourd l'expérimentation d'un dispositif de transcription à distance : le professeur parle dans un micro relié par Bluetooth au téléphone portable de l'étudiant, avec une application qui se charge de retranscrire ses propos en direct. Puis un télétranscripteur relit l'ensemble du cours, avant de l'adresser par courriel à l'étudiant. »*

Les progrès reposent sur l'engagement de tous, à commencer par celui des étudiants. *« Dans le cadre des vingt heures annuelles de "solidarité" inscrites dans le cursus, certains s'engagent à transmettre à ceux qui en ont besoin leurs notes de cours »,* illustre le chargé de mission handicap d'UniLaSalle. *« Au sein de notre association étudiante, une camarade est chargée spécifiquement de rendre accessibles les événements du campus »,* approuve de son côté Barnabé, en 4e année d'agronomie, lui qui souffre d'une maladie invalidante, un défaut de coagulation qui, à chaque saignement interne, laisse des séquelles au niveau des articulations. Des saignements qui nécessitent une réaction médicale rapide. *« Je sais que dans ce cas-là, je peux compter sur l'école. Cela me permet de me consacrer plus sereinement à mes études »,* confie Barnabé.

Chaque situation appelle une réponse personnalisée. Après une prépa, Margaux, atteinte de myopathie, vient de rejoindre UniLaSalle. L'étudiante se déplace en fauteuil, avec à ses côtés Hélios, son fidèle chien d'accompagnement. *« Je sens bien que les autres étudiants sont souvent mal à l'aise avec mon handicap. Mais grâce à mon chien, le contact se noue plus facilement… Et puis, toute petite, j'ai appris à rire de mon handicap afin de briser la glace,* raconte Margaux, qui affirme n'avoir pour l'heure rencontré aucun problème d'accessibilité. *Plus j'avance dans mes études, moins mon handicap semble constituer un obstacle. »*

Charte handicap, guide d'accueil destiné aux établissements, bourses spécifiques… La Conférence des grandes écoles (CGE) met en avant les efforts entrepris, qui permettent à son réseau de compter 3 000 étudiants handicapés, soit 1 % des effectifs. *« Il reste encore beaucoup à faire, notamment pour rendre plus inclusives toutes les situations (sport, culture, vie étudiante) »,* observe Anne-Lucie Wack, la présidente de la CGE. Son ambition : *« Préparer à exercer des responsabilités dans l'entreprise de demain, à la fois des jeunes en situation de handicap et d'autres jeunes habitués à les côtoyer. »*

En la matière, les grandes écoles accusent néanmoins du retard par rapport aux universités. *« Alors que nous totalisons 60 % de la population étudiante, nous accueillons 90 % des étudiants en situation de handicap »,* rappelle Christine Gangloff-Ziegler, vice-présidente de la Conférence des présidents d'université (CPU). *« Des*

aides à la personne existent, parfois directement proposées par l'université. Des tiers-temps supplémentaires sont accordés lors des examens. Des liens sont noués avec des entreprises pour favoriser l'insertion professionnelle », énumère-t-elle. Tout un éventail de dispositions qui permet d'accueillir *« une plus grande diversité de handicaps, avec notamment la présence croissante de jeunes présentant des troubles du langage ».*

De même, en 2018 a vu le jour, en lien avec une vingtaine de facultés, un projet national d'inclusion d'étudiants autistes sans déficience intellectuelle. *« Il s'agit de jeunes qui présentent souvent des difficultés de communication et d'interaction sociale, ainsi qu'une hypersensibilité »,* décrypte son coordinateur, Bertrand Monthubert. *« Des jeunes qui ont des centres d'intérêt restreints et qui sont capables de s'y investir pleinement, en portant leur connaissance très loin. Bref, qui peuvent s'épanouir dans la recherche, à condition que l'on adapte la pédagogie »,* plaide l'ex-fondateur de Sauvons la recherche, lui-même père d'un enfant présentant ce type d'intelligence.

Le chemin reste long… Il passe entre autres par un meilleur accompagnement de la mobilité internationale, les cursus incluant de plus en plus souvent un séjour à l'étranger. *« Pour valider mon diplôme, je dois effectuer au moins un semestre hors de France. Ce que j'ai fait pendant cinq mois en Suède »,* se réjouit Tristan, élève en école d'ingénieurs à Brest et atteint de myopathie. Le soutien financier d'Erasmus+ a été capital. L'agence européenne a déboursé 47 000 € pour lui permettre de se faire accompagner par son auxiliaire français et de recourir sur place à d'autres professionnels. *« Cela m'a permis de m'ouvrir à d'autres réalités et de me prouver que j'étais capable de vivre seul loin de ma famille. »* ■

90 % des étudiants en situation de handicap sont accueillis par les universités.

90 % des étudiants en situation de handicap sont accueillis par les universités. Photo : F1online/andia.fr

Une codeuse en LPC (langage parlé complété) permet à un étudiant sourdde suivre ses cours à l'université.

Une codeuse en LPC (langage parlé complété) permet à un étudiant sourdde suivre ses cours à l'université. Photo : Amélie Benoist/BSIP

par Denis Peiron

Tous droits réservés La Croix 2019
102015679cd01d02e0d902104a04812631987496f881022bfc5f23d

LE FIGARO.fr

mardi 1er octobre 2019 17:13
1301 mots - 5 min

CONJONCTURE

Le big bang des nouvelles technologies chez les étudiants en médecine

Réseaux sociaux, jeux vidéo, simulations en 3D et autres applications de réalité virtuelle leur permettent d'apprendre dans les conditions du réel.

«J'ai appris à palper une rate sur YouTube», se souvient Joris Galland, médecin interniste et chef de clinique universitaire. Le trentenaire a fait partie de cette dernière génération d'étudiants en médecine formée entre « l'ancien modèle », sans le numérique, et le nouveau, révolutionné par les outils technologiques.

» Participez au Big Bang santé 2019: Nouveau monde, nouvelle santé

À la fin de ses études de médecine, il a pu compléter sa formation notamment grâce à la célèbre plateforme de vidéo. Devenu formateur à son tour, Joris Galland s'est aussi ouvert aux nouvelles technologies et aux réseaux sociaux. «Je le vois avec mes étudiants en médecine, ils sont friands des supports numériques. C'est une génération élevée aux réseaux sociaux. Ils peuvent créer des groupes de travail sur Facebook et mettre en ligne des scanners de patients sous forme de quiz. Il y a un vrai esprit de compagnonnage et moins de compétition parce qu'ils apprennent entre eux, développe le médecin. Ce sont des espaces de réflexion mais aussi d'autoapprentissage.»Twitter, devenu lui aussi incontournable, est «une source inépuisable de données scientifiques», selon le professionnel.

Apprendre en toute autonomie

À son époque, dans «l'ancien monde», il fallait attendre plusieurs jours pour lire l'article d'un confrère. Aujourd'hui, tout est à portée de clic. Internet est un support incontournable pour la formation en continu. Les réseaux sociaux sont également un «thermomètre social» et une vitrine des patients. «Grâce à eux, on commence à comprendre ce qu'il se passe dans l'imaginaire des gens au niveau médical et de leur santé», complète Joris Galland.

Aux cours magistraux où il fallait jouer des coudes pour poser une question au professeur s'opposent aujourd'hui smartphones, tablettes, ordinateurs, simulations… toute la nouvelle armada numérique de l'enseignement. L'apprentissage personnalisé, intemporel et accessible partout est devenu le quotidien des futurs médecins.

Les tutoriels sur les plateformes numériques et autres vidéos suivent les étudiants partout. Sources de motivation par leur forme ludique et attractive, ils dépoussièrent les cours des amphithéâtres. En cas d'absence à un cours, il est devenu facile grâce à son smartphone d'apprendre à la demande, en toute autonomie, en accédant aux Mooc (Massive Open Online Courses), ces «campus numériques» où les cours sont accessibles à tous. À ne pas confondre avec l'e-learning, qui, lui, propose une formule payante, avec des cours «fermés» à destination d'un public limité.

» LIRE AUSSI - Retrouvez l'ensemble des articles sur le Big Bang santé 2019 du Figaro consacré à la révolution numérique dans le domaine de la Santé

L'autoapprentissage véhiculé aussi par la démocratisation des serious games («jeux sérieux») est au cœur de la formation en médecine. Représentés par un avatar, les étudiants se mettent à la place du médecin grâce à ces logiciels où ils jouent un jeu de rôle. «Aujourd'hui, c'est prouvé, le cerveau apprend plus

facilement en s'amusant. On appelle ça la gamification (le fait d'utiliser des mécanismes de jeux dans un autre secteur NDLR)», explique Jérôme Leleu, directeur d'Interaction Healthcare et chargé du développement de son département de simulation numérique, SimforHealth. «Cela change tout dans l'approche pédagogique. Les serious games permettent de diffuser un message complexe en s'appuyant sur les ressorts ludiques du jeu vidéo. La dimension immersive de la simulation 3D inclut l'interactivité et le fait pour les étudiants d'être acteurs de leur formation», conclut-il.

À partir de sa plateforme digitale MedicActiV, SimforHealth propose aussi des cas cliniques virtualisés en 3D et en réalité virtuelle, à destination de toutes les professions de la chaîne de soins, comme les infirmiers. Ils peuvent s'entraîner à interagir avec un patient en respectant un protocole ou à retirer une intraveineuse, par exemple. «Les étudiants peuvent échouer, recommencer et débriefer après avec le professeur. C'est tout de même plus facile que d'attendre qu'ils se trompent sur un patient», souligne le doyen de la faculté de médecine de Besançon, Thierry Moulin. L'évolution de ces jeux pédagogiques est déjà là: c'est la simulation en réalité virtuelle. De plus en plus utilisée en médecine, elle permet une immersion totale à 360 degrés. Il est ainsi possible de reproduire virtuellement la valve aortique du cœur et de l'observer en situation quasi réelle grâce à des outils technologiques pointus.

En août dernier, une étude pilotée par l'école de médecine de l'université de Californie, à Los Angeles, a démontré que les étudiants en chirurgie apprennent deux fois mieux avec la réalité virtuelle (RV). Grâce à des casques de RV, les étudiants s'entraînent à partir de cas cliniques comme s'ils y étaient. Ils sont plongés dans différentes situations - parfois même les plus stressantes - afin d'être mieux préparés au moment où ils y seront confrontés. Grâce à la modélisation 3D du corps humain, là où les apprentis chirurgiens d'«antan» faisaient leurs armes en observant leurs pairs, les futurs praticiens s'exercent aujourd'hui en situation quasi réelle. Ils peuvent se «téléporter» dans une salle d'opération, faire une incision dans un foie virtuel, arrêter un saignement ou encore retirer un appendice factice.

Outre le fait de proposer une approche pédagogique plus concrète, les étudiants qui bénéficient de ces nouveaux outils numériques assimilent les connaissances différemment. «Avec la réalité virtuelle, les étudiants développent une mémoire des gestes et de la vision qui améliore les compétences et accélère le cursus expérientiel. L'aire visuelle touche d'autres aires cérébrales et va ancrer le message par la mémoire de situation», explique Guillaume Decormeille, formateur en simulation et doctorant en psychologie cognitive.

La biomodélisation des organes permet aussi une étude et un traitement personnalisés: selon*Sciences et avenir*, les recherches en santé numérique ont permis de mettre au point des organes digitaux, des «avatars numériques» qui reproduisent les rouages de l'organe dupliqué pour en «prédire le devenir physiologique». Ces technologies sont destinées, notamment, à l'aide aux diagnostics pour les cardiologues. Mais elles sont aussi un formidable outil d'apprentissage en formation continu ou initiale.

» LIRE AUSSI - Il est désormais possible de se soigner avec son smartphone

Grâce à des cœurs numériques calqués sur celui de leur patient, on peut «optimiser l'emplacement d'un pacemaker avant son installation», explique Dominique Chappelle, directeur de recherche à l'Inria, dans *Sciences et avenir*.

Il ne suffit pas d'être médecin pour enseigner à l'aide de la simulation, il faut avoir une certification européenne. On parle alors de médecin «augmenté».

C’est d’ailleurs le prochain enjeu dans le monde médical: les nouvelles générations devront être formées au numérique… afin de former à leur tour les suivantes.

Réalité virtuelle: la nouvelle révolution

La simulation, au sens propre, existe depuis longtemps en médecine et se traduit par la reconstitution contextuelle de cas cliniques inspirés du réel. Les apprenants s’exerçaient déjà sur des mannequins contrôlés par des ordinateurs ou sur leurs propres confrères. Désormais, ils utilisent aussi les «serious games», en complément. «Jamais la première fois sur un patient» est «l’objectif éthique» de la simulation en médecine. L’expérimentation et le droit à l’erreur, vecteurs d’une meilleure pratique, inspirent la philosophie des centres de simulation.

L’apprentissage à l’aide de la simulation en réalité virtuelle est une nouvelle révolution dans la formation médicale. Les chirurgiens, entre autres, peuvent échanger sur les techniques en se connectant entre pairs au même simulateur. Ils ont ainsi la possibilité d’opérer conjointement dans une même salle d’opération virtuelle, au même moment. Ce compagnonnage, primordial en médecine, peut donc s’effectuer à distance. De même que les professeurs, peuvent, eux aussi, dispenser des cours sans être au même endroit que leurs étudiants.

Toutefois, la pratique, encore timide dans les centres de simulation, peine à se mettre en place pour des raisons pécuniaires.

Big Bang Santé, Maison de la chimie à Paris, le 9 octobre 2019, de 9h à 17h30

» Découvrez la 4ème édition 2019

par Clara Galtier

Tous droits réservés lefigaro.fr 2019
772995789cd08305707806d0220421c23628f294281703b20824702

Les Echos

N° 23046
jeudi 3 octobre 2019
Page 6
560 mots - 2 min

FRANCE—ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Universités : Villani calme le jeu sur l'enseignement du climat

Une proposition de loi visant à rendre obligatoire l'enseignement du dérèglement climatique après le bac a fait bondir les présidents des grandes facultés.L'un de ses initiateurs, le député Cédric Villani, cherche l'apaisement.

Cédric Villani tentait de calmer le jeu, mercredi, après les critiques suscitées par l'idée de généraliser l'enseignement des enjeux liés aux défis climatiques dans les formations post-bac. Le député LREM est l'auteur, avec ses collègues Matthieu Orphelin et Delphine Batho, d'une proposition de loi en ce sens, signée par 80 députés de tous bords politiques.

Selon le think tank Shift Project, « 76 % des formations ne proposent aucun cours abordant les enjeux climat-énergie à leurs étudiants » et, « dans les 24 % de formations restantes, moins de la moitié (11 %) proposent au moins un cours obligatoire pour les étudiants abordant le sujet ».

La Conférence des présidents d'université (CPU) conteste ces chiffres. « Nous n'avons pas besoin d'une loi, nous n'avons pas attendu les parlementaires pour mettre en place de la recherche et de la formation sur ces sujets, confie Alain Fuchs, à la tête de Paris Sciences et Lettres. On ne peut laisser croire que les universités roupillent dans leur coin et qu'il faudrait les secouer. »

C'est surtout l'idée de « légiférer sur les programmes universitaires » qui le fait sortir de ses gonds, car elle « empiète sur les libertés académiques qui sont une condition sine qua non pour remplir correctement nos fonctions d'enseignants et de chercheurs ». Lui et sept autres présidents des plus grandes universités de recherche françaises ont cosigné une tribunedans « L'Obs » : « Les députés ont mieux à faire pour promouvoir le développement durable que d'imposer par la loi des programmes officiels aux universités. »

« Ouvert à la discussion »

Et si certains présidents d'université ont signé, en juillet, la tribune du Shift Project pour former les étudiants aux enjeux climatiques, il n'était pas question, assurent-ils, d'en passer par la loi. « On prend des initiatives, mais on n'a pas besoin de légiférer », explique ainsi Isabelle Huault, présidente de l'université Paris-Dauphine. A la tête de la CPU, Gilles Roussel affirmait mardi : « On ne veut pas laisser croire que ces sujets [de défis climatiques] nous indiffèrent. En revanche, les solutions préconisées ne sont pas du tout acceptables. »

Cédric Villani, Delphine Batho et Matthieu Orphelin ont, depuis, reçu la CPU. « La proposition de loi ne vise pas à imposer des programmes ni à enfreindre la liberté académique », affirme Cédric Villani. Il se dit « ouvert à la discussion » pour « faire évoluer le texte de façon que tous les étudiants soient sensibilisés à l'urgence environnementale tout en donnant pleine satisfaction aux universités ». Le mathématicien parle de « malentendu » et veut « dissiper le sentiment de reproche vis-à-vis des universités qu'ont pu avoir certains ».

La proposition de loi pourrait aussi « évoluer » en vue de « trouver les moyens de financement pour accompagner les universités » dans leurs projets de rénovation énergétique, glisse Matthieu Orphelin. Le député envisage de déposer des amendements en ce sens lors de l'examen du projet de loi de finances 2020. Un sujet de discussion beaucoup plus consensuel entre les universités et les députés. ■

par Marie-Christine Corbier

Parution : Quotidienne
Diffusion : 129 755 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2018-2019
Audience : 693 000 lect. (LNM) - © AudiPresse One 2017

Tous droits réservés Les Echos 2019
E827C58D9B30B40DC09F0C301F0B11D030E8B297C8820AA75AC64CE